Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 76 (1988)

Heft: [2]

Artikel: Femmes et technique : le futur, ça se programme

Autor: Mironesco, Christine

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-278570

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

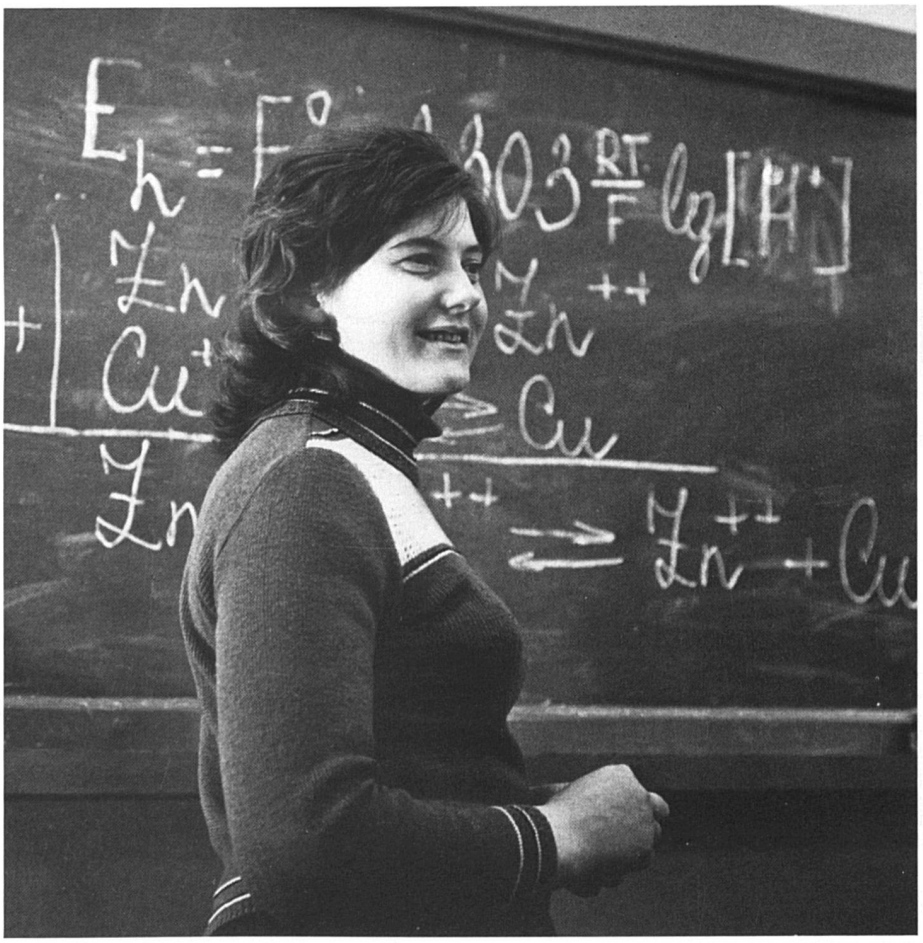
Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Femmes et technique : le futur, ça se programme

Le développement foudroyant des nouvelles technologies est en train de changer en profondeur les règles du jeu économique, social et politique. La nouvelle donne est-elle favorable aux femmes, ou du moins peut-elle le devenir à certaines conditions ? C'est le sujet de la vaste enquête que nous vous proposons. En ouverture, nous avons demandé à Christine Mironesco, chargée de cours à l'Université de Genève, de poser les jalons théoriques du problème.

En principe, le développement scientifique et technique est une chance pour tous, dans la mesure où il suscite un espoir d'émancipation : les dogmes, les préjugés, la Nature, desserrent leur contrainte. Pourtant voici que, tant sur le plan de la science que sur celui de la technique, les femmes semblent à nouveau se retrouver du mauvais côté de la barrière : mal représentées dans le monde scientifique, premières victimes des mutations d'emploi dues à l'informatique, peu libérées de leurs rôles traditionnels malgré la profusion des gadgets ménagers.



Le diplôme ne garantit pas le pouvoir. (Photo BIT)

Les mythes du développement et de l'égalité

Surprise et déception transparaissent dans les propos des observateurs de ce phénomène : la difficile inclusion des femmes dans la distribution des bénéfices du développement technologique. Cette surprise et cette déception trahissent en fait une attente qu'il convient de revoir, attente aussi répandue dans l'opinion publique que dans une partie des sciences humaines. L'idée, pas toujours explicite mais néanmoins puissante par les comportements qu'elle induit, est la suivante : la modernisation produirait automatiquement l'égalité, car elle implique une hausse générale du niveau d'instruction, une meilleure distribution des ressources, une valorisation des mérites personnels en lieu et place d'une assignation à des rôles prédéterminés.

S'il existe sans conteste quelques liens entre ces diverses forces, l'erreur consiste à croire en leur automatisme. A l'échelle des siècles bien sûr, c'est l'impression qui se dégage. Mais cette impression superficielle fait fi des ajustements politiques quotidiens et de la difficulté des crises de transition. L'Histoire s'oublie d'autant plus vite que l'idée d'une évolution naturelle est confortable. Elle fait l'économie de la nécessité d'agir.

Au demeurant, il ne faut pas remonter très loin dans le temps pour se convaincre des risques inhérents à cette vision déterministe. Des sociologues et des anthropologues ont montré, au cours des dernières décennies, que modernité et égalité n'allaient pas forcément de pair. L'affaiblissement des valeurs traditionnelles peut, par exemple, avoir pour effet pervers de mettre en danger certains groupes qui en tiraient quelque prestige, mais auxquels on ne reconnaît pas encore de mérites dans le sens des valeurs dites nouvelles.

Mais la culture scientifique et technicienne n'est-elle pas aussi une culture de l'objectivité ? N'offre-t-elle pas dès lors une chance supplémentaire de revendiquer la reconnaissance des mérites personnels ?

La neutralité de la science et de la technique en question

Depuis la fin des années soixante, des voix autorisées remettent en cause la neutralité de la science et de la technique. Formulée d'abord dans les milieux intellectuels, la critique a trouvé un certain écho auprès de l'opinion publique grâce aux groupements écologistes. Cette critique peut être féconde aussi pour éclairer le problème qui nous préoccupe.

Le produit scientifique et technique est devenu, de nos jours bien plus que par le passé, un enjeu économique et politique. Les centres de recherche ne travaillent plus dans l'isolement de leurs tours d'ivoire, ou du moins sont fréquemment exhortés à se rapprocher de la Cité. Le fait que science et technique soient devenues des enjeux fondamentaux dans notre société doit être souligné. Il rend compte en partie de l'apparent recul ou de l'apparente stagnation des femmes dans ce domaine, dans la mesure où il indique une nouvelle manière d'accéder à des biens matériels rares. On n'interdit plus (ou presque) aux femmes de briller dans un concours académique tant qu'il reste purement académique, mais bien lorsqu'il constitue une voie d'accès à une position importante dans le monde socio-économique. C'est donc sur le plan d'un rapport de forces qu'il faut situer le débat, et non sur celui des capacités intellectuelles seules.

Formation et qualification des femmes : attention danger !

Chez les féministes aussi bien que chez les sexistes plus ou moins avoués, on entend souvent incriminer le niveau général de formation et de qualification des femmes pour expliquer leur faible représentation aux sommets des hiérarchies socio-professionnelles. S'il est vrai que sur le plan des statistiques globales, les hommes présentent un niveau d'instruction plus élevé, l'observation appelle quelques commentaires. Car maniée avec simplisme — et c'est souvent le cas — elle peut aggraver la discrimination au lieu de la corriger.

D'une part, le recours aux chiffres masque parfois un refus d'agir dans le sens d'une promotion des femmes. Le « c'est globalement négatif » incite, en effet, à l'action : toute stratégie politique (mesures d'encouragement diverses, revendication précise dans un secteur particulier où existent déjà des candidates valables...) serait à éviter tant que les statistiques mondiales n'auraient pas changé !

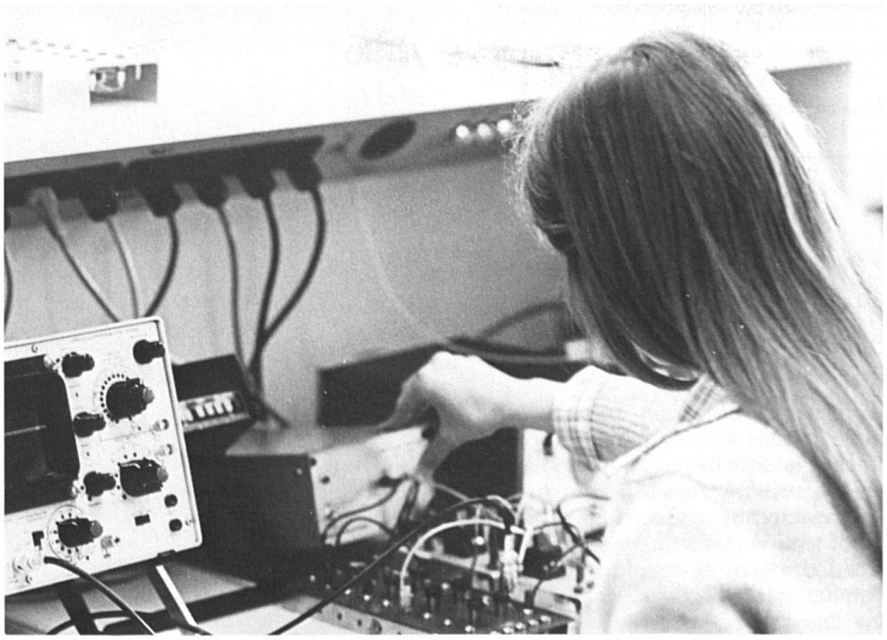
D'autre part, et surtout, répétons encore que science et technique se jugent aujourd'hui dans un contexte de rapport de forces. Dans ce contexte, il est naïf et même dangereux de croire que la détention de diplômes à elle seule assure la reconnaissance socio-économique. L'argument du faible niveau de formation et de qualification des femmes présente parfois cette naïveté, même quand il est formulé d'une manière plus subtile selon laquelle, chiffres à l'appui, les jeunes filles hésitent encore décidément trop à s'inscrire dans les disciplines techniques et les branches d'ingénieur.

L'instruction sert aussi à résister à la technocratie

Il est tentant d'y voir une inclination naturelle. Mais tant d'inclinations naturelles se sont modifiées au cours des dernières décennies que celle-ci aussi peut changer à long terme. Les chiffres cependant doivent se comprendre aussi dans la période de transition que nous vivons. Les barrières que rencontrent les femmes dans le monde professionnel sont encore plus élevées dans les carrières typiquement masculines. Si le fait est un défi à relever pour certaines, il n'en constitue pas moins un frein pour beaucoup d'autres, auxquelles il faut reconnaître la rationalité d'un bon calcul coût-bénéfice. Une récente enquête réalisée en milieu collégien et étudiant à l'Université de Surrey (Grande-Bretagne) a montré que les jeunes filles autant que les jeunes gens accordent aujourd'hui beaucoup d'importance à la formation technique ; mais à la question de savoir s'ils s'imaginaient eux-mêmes exerçant une profession hi-tech, les 2/3 des jeunes gens disent oui contre 1/5 seulement des jeunes filles. Comment mieux dire leurs doutes quant à l'avenir immédiat ? Quel homme est confronté à l'inconfort d'une telle contradiction ?

Au demeurant, *nos technocraties ne sont pas des systèmes où le pouvoir appartient nécessairement à des techniciens, mais bien des systèmes où le pouvoir s'exerce* ***au nom*** *de la technique.* Même un homme ingénieur n'est pas assuré d'occuper un poste-clé s'il ne sait pas comment monnayer son savoir pour ce faire. A fortiori une femme ingénieur.

Il reste que, bien sûr, le niveau de formation et de qualification des femmes doit être amélioré. Ne serait-ce que pour la dignité qu'il confère, et parce que *dans une société où le pouvoir s'exerce de plus en plus au nom de la science et de la technique, seule l'instruction peut servir de base à la résistance au pouvoir.*



Le pouvoir s'exerce au nom de la technique. (Photo EPFL)

Mais il ne faut pas perdre de vue l'action et les pressions politiques ici et maintenant. Il est nécessaire de miser simultanément sur le long et le court terme, l'un et l'autre se nourrissant mutuellement. Il ne suffit pas d'exhorter les femmes de l'an 2000 à s'instruire davantage. Il faut aussi leur offrir une Histoire où cet effort a commencé à être reconnu.

Christine Mironesco
Chargée de cours
Département de Science politique
Université de Genève